

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 83 — 1280

Arrêté royal n° 201

instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 1er de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté est libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

5° d'assurer la perception correcte du précompte professionnel dû par les redevables visés à l'article 180 du Code des impôts sur les revenus, par prélèvement sur toute somme qui leur revient de la part de l'Etat;

Le présent projet d'arrêté, qui j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a pour objet d'assurer l'exécution de cette disposition.

Bien que cette disposition permette à Votre Majesté de prendre des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel dû par tous les redevables visés à l'article 180 du Code des impôts sur les revenus, l'objectif premier que s'est fixé le Parlement en Lui attribuant certains pouvoirs spéciaux est de Lui permettre de donner à l'Etat les moyens d'assurer le recouvrement du précompte à charge de certaines personnes morales de droit public qui, actuellement, s'abstiennent de verser au Trésor ce précompte et l'affectent à leur propre trésorerie.

L'arriéré de précompte professionnel des personnes morales de droit public, y compris le précompte dû pour le mois d'avril 1983, s'élève à 10,1 milliards pour les provinces, les communes et l'agglomération bruxelloise et à 3,2 milliards pour les Centres publics d'aide sociale.

Or, selon une règle générale du droit administratif, non écrite mais consacrée unanimement par la doctrine et la jurisprudence, aucune exécution forcée n'est possible à l'égard des personnes morales de droit public. Il a été jugé récemment que cette immunité d'exécution est opposable à l'Etat, même lorsqu'il s'agit du recouvrement des impôts (Civ. Bruxelles, Juge des saisies, 30 juin 1980, *Bulletin des contributions*, n° 604, page 481).

L'article 1er du projet d'arrêté n'a d'autre portée que de permettre au receveur des contributions chargé du recouvrement du précompte professionnel dû par une personne morale de droit public de procéder à une saisie-arrêt à sa charge nonobstant la règle de l'immunité d'exécution; Pour rester dans les limites tracées par la loi d'habilitation, cette saisie-arrêt ne pourra être pratiquée qu'en mains de l'Etat lui-même.

Cette saisie-arrêt pourra être pratiquée suivant la procédure simplifiée prévue par les articles 215 et 216 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus. Il s'agit d'une procédure que les receveurs des contributions utilisent couramment.

L'article 2 du projet vise plus particulièrement les communes et l'agglomération bruxelloise.

L'Administration des contributions directes perçoit pour les communes et les agglomérations les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques, les centimes additionnels au précompte

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 83 — 1280

Koninklijk besluit nr. 201

houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 1 van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan Uwe Majesteit luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

5° op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing verschuldigd door de schuldenaars bedoeld bij artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, door afhouding op ieder bedrag dat hen vanwege de Staat toekomt;

Dit ontwerp van besluit, dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe de uitvoering van deze bepaling te regelen.

Hoewel deze bepaling Uwe Majesteit moet toelaten de maatregelen te nemen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing verschuldigd door alle schuldenaars bedoeld in artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen; is het eerste doel dat het Parlement zich heeft gesteld door Hem bepaalde bijzondere machten te verlenen, Hem toe te laten de Staat de middelen te verschaffen om de inning van de voorheffing te verzekeren ten aanzien van bepaalde publiekrechtelijke rechtspersonen die thans nalaten deze voorheffing aan de Schatkist te storten en ze tot eigen geldvoorziening aanwenden.

De achterstand aan bedrijfsvoorheffing van de publiekrechtelijke rechtspersonen, met inbegrip van de voor de maand april 1983 verschuldigde voorheffing, bedraagt 10,1 miljard voor de provincies, de gemeenten en de Brusselse agglomeratie en 3,2 miljard voor de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn.

Welnu, volgens een algemeen geldende regel van administratief recht, die weliswaar niet geschreven doch unaniem door de rechtsleer en de rechtspraak werd aanvaard, bestaat er geen gedwongen tenuitvoerlegging van publiekrechtelijke rechtspersonen. Er werd recent geconcludeerd dat deze immunitet van tenuitvoerlegging aan de Staat tegenstelbaar is, zelfs wanneer het om de invordering van belastingen gaat (Rechtbank van eerste aanleg te Brussel, Beslagrechter, 30 juni 1980, *Bulletin der directe belastingen*, nr. 604, blz. 515).

Artikel 1 van het ontwerp-besluit heeft geen andere draagwijdte dan de ontvanger der directe belastingen, die met de inning van een door een publiekrechtelijk rechtspersoon verschuldigde bedrijfsvoorheffing is belast, toelating te verlenen om, niettegenstaande de regel van de immunitet van gedwongen tenuitvoerlegging, te zijnen laste derdenbeslag te leggen; om binnen de perken van de machtigingswet te blijven, zal dit beslag onder derden slechts in handen van de Staat zelf uitgevoerd kunnen worden.

Dit beslag onder derden zal toegepast kunnen worden volgens de vereenvoudigde procedure voorzien bij de artikelen 215 en 216 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Het gaat om een procedure die door de ontvangers der directe belastingen veelvuldig wordt toegepast.

Artikel 2 van het ontwerp beoogt in het bijzonder de gemeenten en de Brusselse agglomeratie.

De administratie der directe belastingen int ten behoeve van de gemeenten en de agglomeraties de aanvullende belastingen op de personenbelasting, de opcentiemen op de onroerende voor-

immobilier et le décime additionnel à la taxe de circulation. Etant donné que la compensation n'est pas possible en droit public et encore moins en matière fiscale, cette administration ne peut, sans une disposition spéciale qui l'y autorise, prélever sur le produit de ces additionnels le montant du précompte qui lui est dû légalement.

L'article 2 a pour objet d'autoriser pareil prélèvement.

Il est précisé que ce prélèvement s'effectuera sans formalités.

Le prélèvement pourra se faire dès que le précompte est enrôlé et même dans les cas où il serait contesté par une réclamation introduite sur pied des articles 267 et suivants du Code des impôts sur les revenus.

L'article 2 autorise également l'administration à prélever le précompte professionnel sur l'allocation exceptionnelle prévue par l'article 1er, 6°, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté. Pour le recouvrement du précompte restant dû au moment où l'allocation est payée, le prélèvement sera d'ailleurs effectué en priorité sur celle-ci, et ce n'est qu'en cas d'insuffisance de la quote-part de ladite allocation qui revient à la commune ou à l'agglomération débitrice que l'on prélèvera sur les ressources fiscales ordinaires de ladite commune ou agglomération.

L'article 3 du projet prévoit des mesures transitoires destinées à sauvegarder les droits que les tiers auraient acquis avant l'entrée en vigueur de la loi d'habilitation. On vise essentiellement ici le Crédit communal de Belgique à qui certaines communes ont cédé ou nanié, à concurrence d'un montant déterminé, leurs recettes fiscales futures et/ou leur part dans le Fonds des Communes en garantie d'emprunts obtenus.

Si la cession ou le nantissement est régulièrement porté à la connaissance du Ministre des Finances, le prélèvement autorisé par l'arrêté ne pourra porter sur les ressources dont il s'agit dans la mesure où elles doivent réellement être affectées, en exécution de la garantie, au remboursement d'emprunts contractés par les pouvoirs locaux défallants avant l'entrée en vigueur de la loi et au paiement des intérêts afférents à ces emprunts.

Enfin, les mesures instaurées par le présent arrêté ne porteront pas préjudice à la possibilité pour le receveur et le contribuable de convenir d'un plan d'apurement.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre,
et Ministre des Finances,
W. DE CLERCQ

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 8 juillet 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 201 « instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel », a donné le 13 juillet 1983 l'avis suivant :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

Etant donné l'effet rétroactif indirect de l'article 3 du projet, il conviendrait de viser également, à l'alinéa 1er du préambule, l'article 3, § 4, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi,

heffing en de opdecim op de verkeersbelasting. Aangezien schuldvergelijking niet mogelijk is in publiek recht, en nog minder in fiscale zaken, kan deze administratie, zonder bijzondere bepaling die het haar toelaat, op het produkt van deze opcentiemen niet het bedrag van de voorheffing afhouden dat haar wettelijk verschuldigd is.

Artikel 2 heeft tot doel een dergelijke afhouding toe te laten.

Er wordt gepreciseerd dat deze afhouding zonder enige formaliteit zal worden verricht.

De afhouding zal kunnen geschieden van zodra de voorheffing is ingekoörd zelfz wanneer het bedrag ervan betwist is door een op grond van artikel 267 en volgende van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ingediend bezwaar.

Artikel 2 laat de administratie eveneens toe de bedrijfsvoorheffing af te houden op de uitzonderlijke toelage welke voorzien is bij artikel 1, 6°, van de wet van 6 juli 1983 houdende toekenning van bepaalde bijzondere machten aan Uwe Majesteit. Wat de invordering betreft van de voorheffing die nog verschuldigd blijft op het moment dat de toelage wordt uitbetaald, zal de afhouding trouwens bij voorrang op deze toelage geschieden en het is slechts ingeval van ontoereikendheid van het aan de schuldplichtige gemeente of agglomeratie toekomend aandeel dat tot een afhouding op de gewone fiscale inkomsten van de betrokken gemeente of agglomeratie zal worden overgegaan.

Artikel 3 van het ontwerp voorziet overgangsmaatregelen die bestemd zijn om de rechten te vrijwaren welke derden vóór de inwerkingtreding van de machtigingswet zouden verkregen hebben. Hier wordt voornamelijk het Gemeentekrediet van België beoogd aan wie bepaalde gemeenten, ten belope van een zeker bedrag, hun toekomstige fiscale ontvangsten en/of hun aandeel in het Gemeentefonds hebben afgestaan of in pand hebben gegeven als waarborg voor de hen toegestane leningen.

Indien de afstand of de inpandgeving regelmatig ter kennis van de Minister van Financiën wordt gebracht, zal de bij het besluit toegelaten afhouding niet op de bedoelde ontvangsten kunnen slaan in de mate dat deze, ter uitvoering van de waarborg, werkelijk moeten dienen tot terugbetaling van de leningen die de in gebreke blijvende lokale overheden vóór de inwerkingtreding van de wet hebben aangegaan en tot betaling van de interesten die op deze leningen betrekking hebben.

Ten slotte doen de maatregelen die door dit besluit worden ingesteld geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de ontvanger en de belastingplichtige om een afbetalingsplan overeen te komen.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en de zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister,
en Minister van Financiën,
W. DE CLERCQ

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e juli door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 201 « houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing », heeft de 13e juli 1983 het volgend advies gegeven :

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Aanhef

Wegens de indirecte terugwerking van artikel 3 van het ontwerp, zou in het eerste lid van de aanhef ook moeten worden verwezen naar artikel 3, § 4, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Dispositif

Article 1er

L'alinéa 2 rend applicables au prélèvement du précompte professionnel, l'article 215, §§ 2 à 6, et l'article 216 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, modifiés par l'arrêté royal du 19 novembre 1970.

La réglementation faite dans un arrêté de pouvoirs spéciaux, par référence à des dispositions d'un arrêté royal ordinaire, aura pour effet que les modifications ultérieures, qui seraient apportées à ce dernier arrêté par un arrêté royal ordinaire, seraient sans influence sur le contenu des règles rendues applicables par référence, un arrêté ordinaire ne pouvant évidemment pas modifier la portée d'un arrêté de pouvoirs spéciaux.

La chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président de chambre;
Ch. Huberlant; P. Knaepen, conseillers d'Etat;
Mme R. Deroy, greffier assumé.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Tapie, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. G. Piquet, premier auditeur.

Le greffier,
R. Deroy.

Le président,
P. Tapie.

25 JUILLET 1983. — Arrêté royal n° 201 instaurant des mesures en vue d'assurer la perception correcte du précompte professionnel

BAUDOIN, Roi des Belges,

À tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 5°, et 3, § 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le précompte professionnel dont une personne morale de droit public est redevable en vertu du Code des impôts sur les revenus et des arrêtés pris pour son exécution et qui a été enrôlé à sa charge, ainsi que les intérêts y afférents, peuvent être prélevés sur toute somme qui lui revient de la part de l'Etat, à quelque titre que ce soit; ce prélèvement est effectué à la demande du receveur des contributions chargé de la perception dudit précompte, adressée au ministre compétent par pli recommandé à la poste.

L'article 215, paragraphes 2 à 6, et l'article 216 de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, tels qu'ils ont été remplacés par les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 19 novembre 1970, sont applicables en ce qui concerne les effets de la demande, les obligations du ministre qui la reçoit et la procédure consécutive à la demande.

Art. 2. Sans préjudice de l'application de l'article 1er, le précompte professionnel qui a été enrôlé à charge d'une commune ou de l'agglomération bruxelloise, ainsi que les intérêts y afférents, peuvent être prélevés, sans formalités, sur l'allocation visée par l'arrêté royal n° 202 octroyant une allocation exceptionnelle et unique aux communes et à l'agglomération bruxelloise, sur les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques, sur les centimes additionnels au précompte immobilier et sur le décime

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Het tweede lid verklaart op de afhouding van de bedrijfsvoorheffing van toepassing artikel 215, §§ 2 tot 6, en artikel 216 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, welke artikelen gewijzigd zijn bij het koninklijk besluit van 19 november 1970.

De regeling die in een bijzondere-machtenbesluit wordt vastgesteld door verwijzing naar bepalingen van een gewoon koninklijk besluit, zal tot gevolg hebben dat de latere wijzigingen die in dat laatste besluit door een gewoon koninklijk besluit mochten worden aangebracht, van geen invloed zouden zijn op de inhoud van de door verwijzing toepasselijk verklaarde regels; een gewoon besluit vermag immers niet, dat spreekt vanzelf, de draagwijdte van een bijzondere-machtenbesluit te wijzigen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, kamervoorzitter;
Ch. Huberlant; P. Knaepen, staatsraden;
Mevr. R. Deroy, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de heer G. Piquet, eerste auditeur.

De griffier,
R. Deroy.

De voorzitter,
P. Tapie.

25 JULI 1983. — Koninklijk besluit nr. 201 houdende maatregelen om op correcte wijze de inning te verzekeren van de bedrijfsvoorheffing

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 5°, en 3, § 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bedrijfsvoorheffing die een publiekrechtelijke rechtspersoon verschuldigd is krachtens het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de besluiten genomen tot uitvoering ervan, en die te zijnen laste werd ingekohierd, alsmede de erop betrekking hebbende interesten, kunnen worden afgehouden op ieder bedrag dat hem, uit welken hoofde ook, vanwege de Staat toekomt; deze afhouding wordt verricht op het verzoek van de ontvanger der belastingen, belast met de inning van bedoelde voorheffing, dat bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde minister wordt toegestuurd.

Artikel 215, leden 2 tot 6, en artikel 216 van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals zij werden vervangen door de artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 19 november 1970, zijn van toepassing inzake de gevolgen van het verzoek, de verplichtingen van de minister die het ontvangt en de procedure volgend op het verzoek.

Art. 2. Onverminderd de toepassing van artikel 1, kan de bedrijfsvoorheffing die ten laste van een gemeente of van de Brusselse agglomeratie werd ingekohierd, alsmede de erop betrekking hebbende interesten, zonder formaliteiten worden afgehouden op de toelage bedoeld bij het koninklijk besluit nr. 202 tot toekenning van een enige en uitzonderlijke toelage aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie, op de aanvullende belastingen op de personenbelasting, op de opcentiemen op de

additionnel à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles perçus par l'Administration des contributions directes au profit de ladite commune ou de ladite agglomération.

Art. 3. L'application du présent arrêté ne pourra préjudicier aux droits des tiers auxquels une somme qui revient à la personne morale de droit public de la part de l'Etat ou les taxes, centimes ou décime additionnels à recevoir par une commune ou l'agglomération bruxelloise ont été donnés en garantie avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, et qui auront notifié la cession ou le nantissement au Ministre des Finances par pli recommandé à la poste au plus tard le trentième jour qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 juillet 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

F. 33 — 1281

Arrêté royal n° 202
octroyant une allocation exceptionnelle et unique aux communes et à l'agglomération bruxelloise

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 1er de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté, est libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

6° d'octroyer aux pouvoirs locaux visés à l'article 352 du Code des impôts sur les revenus, une allocation exceptionnelle et unique d'un montant de 21 milliards, payable sur plusieurs exercices, et ainsi d'attribuer auxdits pouvoirs le produit de la quotité de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques comprise dans l'impôt perçu par voie de précompte professionnel ou de versements anticipés;

Le présent projet d'arrêté, que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté, a pour objet d'assurer l'exécution de cette disposition.

Pour des raisons budgétaires, le paiement de l'allocation en question sera réparti sur les années 1983 à 1987 comme suit :

- 1983 : 4 milliards de francs;
- 1984 : 6 milliards de francs;
- 1985 : 4 milliards de francs;
- 1986 : 4 milliards de francs;
- 1987 : 3 milliards de francs.

Le paiement sera effectué dans le courant du mois de décembre; toutefois, pour l'année 1983, le paiement s'effectuera dans le courant du mois de septembre.

Le montant qui revient à chaque commune et à l'agglomération bruxelloise sera déterminé au prorata des droits en matière de taxe additionnelle (communale ou d'agglomération) à l'impôt des personnes physiques, constatés à son profit au 30 juin 1983 pour l'exercice d'imposition 1982, soit à l'expiration du délai ordinaire de taxation visé à l'article 264 du Code des impôts sur les revenus.

onroerende voorheffing en op de opdecim op de verkeersbelasting op de autovoertuigen die door de Administratie der directe belastingen ten voordele van de betrokken gemeente of agglomeratie worden geïnd.

Art. 3. De toepassing van dlt besluit kan geen afbreuk doen aan de rechten van derden aan wie een bedrag dat aan de publiekrechtelijke rechtspersoon toekomt vanwege de Staat, of de belastingen, opcentiemen of opdecim door een gemeente of de Brusselse agglomeratie te ontvangen, tot waarborg werden gegeven vóór de inwerkingtreding van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, en die de afstand of de inpandgeving zullen hebben ter kennis gebracht van de Minister van Financiën, bij een ter post aangetekende brief, uiterlijk de dertigste dag volgend op de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 juli 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

W. DE CLERCQ

N. 83 — 1281

Koninklijk besluit nr. 202 tot toekenning van een enige en uitzonderlijke toelage aan de gemeenten en aan de Brusselse agglomeratie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 1 van de wet van 6 juli 1983 die aan Uwe Majesteit bepaalde bijzondere machten toekent, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

6° aan de lokale overheden bedoeld in artikel 352 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, een enige en uitzonderlijke toelage van 21 miljard, betaalbaar over verscheidene dienstjaren, te verlenen en aldus aan de bedoelde overheden de opbrengst toe te kennen van het aandeel van de aanvullende belasting op de personenbelasting die is begrepen in de belasting welke als bedrijfsvoorheffing of als voorafbetaling geïnd wordt;

Dit ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe de uitvoering van deze bepaling te regelen.

Wegens begrotingsredenen zal de betaling van de desbetreffende toelage over de jaren 1983 tot 1987 als volgt verdeeld worden :

- 1983 : 4 miljard frank;
- 1984 : 6 miljard frank;
- 1985 : 4 miljard frank;
- 1986 : 4 miljard frank;
- 1987 : 3 miljard frank.

De betaling zal plaatsvinden in de loop van de maand december; voor het jaar 1983 zal de betaling evenwel plaatsvinden in de loop van de maand september.

Het bedrag dat aan elke gemeente en aan de Brusselse agglomeratie toekomt zal bepaald worden naar verhouding van de rechten die inzake aanvullende belasting (gemeente of agglomeratie) op de personenbelasting in hun voordeel werden vastgesteld op 30 juni 1983 voor het aanslagjaar 1982, dit is bij het verstrijken van de gewone aanslagtermijn bedoeld in artikel 264 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.